

LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE - MAINTENIR LA CGT-FO...

André Bergeron pratique volontiers la politique de l'autruche. Il est vrai que pendant des années il a réussi à naviguer entre les écueils et maintenir, tant bien que mal, le cap pour la centrale de l'avenue du Maine, dont les militants ont su préserver l'indépendance.

Mais les temps sont durs et aujourd'hui Bergeron se trouve confronté à des échéances qui, de toute évidence, excluent les solutions de facilité.

Ainsi, ce n'est pas en niant les tentatives de recomposition syndicale qu'on exorcisera le danger! A moins que Bergeron lui-même, sans le dire, ne soit désormais acquis à cette idée, ce qui expliquerait l'hostilité quasi viscérale dont il fait preuve à l'égard de Marc Blondel et la singulière bienveillance qu'il accorde à Claude Pitous et à ses soutiens au premier rang desquels figure Michel Huc qui ne cache pas qu'il roule au compte de la hiérarchie catholique dont l'expression syndicale demeure la CFDT.

A ce propos et contrairement, semble-t-il, à André Bergeron (à moins qu'il s'agisse de plus de franchise), la presse bourgeoise fait preuve de beaucoup plus de clairvoyance.

C'est ainsi que dans *La Tribune de L'Expansion* du 21 novembre 1988, on a pu lire:

«Aujourd'hui l'heure de la relève a sonné. Le renouvellement des instances dirigeantes conduira-t-il à une modification radicale du paysage syndical? A bref délai, certainement pas. Les nouveaux élus seront pour plusieurs mois encore trop frais émoulus pour qu'on attende d'eux autre chose qu'un profil bas leur permettant d'opérer des prises de fonctions délicates en raison des oppositions internes qui se sont exacerbées au cours de dernières semaines.

A terme, toutefois, Jean Kaspar à la CFDT et Claude Pitous à FO n'échapperont pas à une réflexion sur cette «recomposition» qui a longtemps fait figure de serpent de mer du syndicalisme français. La chute des effectifs et la perte d'audience de leurs organisations qui obèrent leur représentativité ne leur permettent plus de différer la recherche de solutions. La multiplication de coordinations répondant aux appels unitaires de la base les oblige à repenser leur action en terme de rapports de forces d'une autre nature. La nécessité de faire venir au syndicalisme de nouvelles couches de jeunes qui, selon une toute récente étude, veulent «de la transparence, de l'honnêteté, de l'union et de l'efficacité», impose une nouvelle démarche. Enfin, l'exemple de la FEN, où la transition opérée en douceur entre Jacques Pommatau et Yannick Simbron permet aujourd'hui de travailler en toute sérénité à un rapprochement entre les composantes syndicales et politiques de la gauche non communiste, constitue un puissant encouragement.

Plusieurs éléments donnent d'ailleurs à penser que, au niveau des dirigeants, le mouvement est lancé. Ainsi, à Force Ouvrière où Marc Blondel vient d'indiquer qu'une des lignes de partage dans l'organisation passait bien par la manière d'envisager l'avenir. Dans une lettre du 6 novembre, adressée à toutes les unions et fédérations, il écrit:

«On peut craindre, en effet, que profitant de la succession et des difficultés qu'elle occasionne, des opérations soient tentées, sous prétexte de modernisation ou d'adaptation, pour pousser vers des dérives telles que la recomposition syndicale».

En d'autres termes, son adversaire, Claude Pitous, soutenu par André Bergeron, serait convaincu qu'il est devenu urgent de positionner autrement la confédération dès lors que les «repoussoirs» historiques de FO, le Parti communiste et la CGT, n'occupent plus sur l'échiquier politique et syndical la place qu'ils occupaient il y a quarante ans».

Et La Tribune de L'Expansion de préciser:

«Faut-il aller plus loin? (...), déclarait récemment Edmond Maire, c'est que leur effet, j'en suis sûr, serait un raidissement de nos partenaires. Sur le terrain en revanche il y a - par exemple entre bien des organisations FO et les nôtres - des rapports prometteurs. En disant cela, je suis à l'extrême limite de ce qui peut être dit sans froisser les susceptibilités!

Le Congrès de Strasbourg, qui réduira l'influence de l'aile gauche de la CFDT et notamment des éléments venus de la Ligue communiste révolutionnaire et celui de FO à Vincennes en février prochain, qui pourrait aussi porter un coup aux composantes trotskistes de l'organisation (Lutte ouvrière et Parti communiste internationaliste), seront-ils de nature à précipiter de nouvelles évolutions? C'est l'enjeu des mois à venir».

Il est probable que Bergeron a, lui aussi, eu connaissance de cette analyse de *La Tribune de L'Expansion*. Par ailleurs il n'est pas prouvé que les récents propos déplacés et scandaleux de Gattaz sur Bergeron ne soient pas destinés à exercer sur lui une sorte de chantage pour l'obliger à se renier tous les jours un peu plus en soutenant dans la CGT-FO les tenants de l'unicité syndicale, c'est-à-dire d'une sorte de syndicalisme vertical, directement intégré à l'appareil d'Etat.

Mais les jeux ne sont pas faits et on peut considérer d'ores et déjà que les trois quarts des fédérations et un grand nombre d'unions départementales sont hostiles à une telle trahison que, par ailleurs, la quasi-totalité des militants et adhérents FO repoussent.

Mais il ne faut pas se dissimuler que, si grâce à des manœuvres bureaucratiques - type appel de la bande des six (1) - ou grâce aux pressions scandaleuses (avec extorsion de signatures) exercées sur les secrétaires d'UD, une courte majorité numérique était obtenue en faveur de Claude Pitous et de ses amis, les militants FO se trouveraient confrontés à de redoutables problèmes.

Très concrètement, il faudrait se poser la question des mesures à prendre pour assurer la pérennité de la CGT que la CGT-FO continue et, dans le pire des cas, assurer l'existence d'une CGT-FO maintenue qui, soyons-en persuadés, n'aurait rien de comparable à la CFTC maintenue.

Alexandre HÉBERT.

A CHACUN SON CAMP !

Le déroulement des événements qui jalonnent le développement de la lutte des classes présente au moins un avantage, c'est que les militants syndicaux, à quelque tendance qu'ils appartiennent, doivent se situer sans équivoque.

La gestion de la crise implique nécessairement les tentatives permanentes d'intégration des syndicats à l'Etat, ce qui exige que chaque grande force politique s'obstine à avoir sa courroie de transmission.

Il n'y a pas si longtemps, nous n'étions pas nombreux à expliquer les dangers de l'offensive baptisée «recomposition syndicale», autour de l'axe FEN-CFDT-Autonomes. Bien sûr, nous exagérons... Pour peu que nous ajoutions que les tenants de la doctrine sociale de l'Eglise s'inséraient pleinement dans ce processus, nous fantasmions en cédant à notre sectarisme anticlérical primaire bien connu!

Aujourd'hui, nous persistons et signons, tant nous sommes convaincus qu'il y a incompatibilité totale entre le syndicalisme indépendant confédéré, réformiste, et les théories participatives, quel que soit leur habillage; l'histoire, y compris récente, le démontre amplement.

Les militants de l'UGT d'Espagne font en ce moment la difficile expérience de l'apprentissage de l'indépendance syndicale par rapport à un parti politique et à l'Etat. La fidélité à la défense des intérêts particuliers de la classe ouvrière impose à l'UGT de rompre son allégeance et sa dépendance du PSOE, sous peine de ne plus exister à terme en tant qu'organisation syndicale.

(1) Appel de six secrétaires confédéraux constitués en fraction pour inviter les militants à «se rassembler autour de Claude Pitous».

Le récent congrès confédéral de la CFDT nous conforte à nouveau dans nos positions.

Que les médias s'emparent de l'événement constitué par les règlements de comptes entre l'appareil intégrationnistes et ses «moutons» que certains découvrent horrifiés, ce que nous expliquons depuis longtemps, à savoir que la CFDT n'est pas, ne peut pas être une organisation démocratique, est une chose. Mais cela ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Le «basisme» gauchiste n'a pas grand-chose de commun avec la démocratie syndicale, ni avec la conception que nous avons de l'organisation et de la direction des grèves. Nous aurons l'occasion de revenir sur les notions de syndicat, comités de grève, coordinations.

Ce qui importe aujourd'hui, c'est de souligner l'insistance avec laquelle Edmond Maire a parlé des convergences avec la FEN et FO, avec des syndicats autonomes, rejoignant en cela Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, qui ne manquait pas de rappeler les mêmes convergences lors de l'émission télévisée du 12 novembre 1988 (2).

A ce concert savamment orchestré pour faire avancer l'idée de recomposition, il faut ajouter des voix qui, de ci de là, viennent renforcer les positions des fossoyeurs du syndicalisme.

C'est ainsi que nous avons pu lire les lignes suivantes dans une publication de gauche:

«L'opposition formelle entre coordination et syndicalisme peut être dépassée à l'avenir à condition que chacun assimile les leçons de ces conflits, en particulier les syndicalistes, mais aussi les socialistes dont les militants peuvent contribuer à résoudre cette question. Une pratique de rassemblement doit se substituer à l'actuel émiettement, lequel est de plus en plus mal compris par les salariés qui l'interprètent comme une guerre des chefs.

La pratique syndicale doit se rapprocher du quotidien des salariés qui considèrent souvent qu'on ne les défend pas assez. Le syndicalisme doit se fixer de nouveaux objectifs nés de la modification du tissu social, pour défendre réellement l'emploi et les salariés jeunes et moins jeunes en situation précaire. Il faut s'orienter résolument vers une stratégie démocrate socialiste, affirmer le syndicalisme dans ce camp tout en préservant l'autonomie du mouvement syndical. Avancer concrètement dans cette direction contribuerait à renforcer et le syndicalisme et l'homogénéité du salariat, modifiant le rapport de force dans le pays, réalisant ainsi les conditions politiques dont le Parti socialiste a besoin pour son actif, de transformation sociale.

Notre parti doit pouvoir débattre de ces questions. Il doit en revanche se garder de renforcer l'opposition entre coordination et syndicalisme. La droite, elle, n'y manquera pas qui se réjouit de la crise du syndicalisme. L'intérêt des salariés et du Parti socialiste est de vaincre cette opposition. Pour cela, le parti doit prendre appui sur sa base sociale et aider le syndicalisme à retrouver sa place tout en respectant son autonomie.

Notre parti serait alors en phase avec les mouvements sociaux et attirerait naturellement les militants syndicaux et les autres qui viennent à la politique à la suite de chacun de ces grands mouvements».

C'est publié dans le n° 87 du 4 novembre 1988 de la *Lettre hebdo* («renforcer la gauche au PS») dont le directeur est M. Jean-Christophe Cambadélis, député du XIXème arrondissement de Paris, et c'est signé «Jean Grosset syndicaliste».

Nous avons connu un «Jean Grosset, syndicaliste» à une époque pas très lointaine, où, avec d'autres, et avec notre soutien actif, il quittait la FEN, inféodée à un parti et au gouvernement, bradant la laïcité de l'école, empêtrée dans ses lettres de tendances de partis, pour retrouver, enfin, l'indépendance syndicale à la FNEC-FO, dans la CGT-FO.

Nous le retrouvons aujourd'hui dans un wagon de train conduit par ceux qui travaillent à l'instauration d'un syndicalisme officiel, aux ordres d'un parti, d'un gouvernement. Il n'est d'ailleurs pas sûr que les conducteurs de l'opération utilisent leurs tâcherons jusqu'au bout. Nous en avons connu d'autres, qui, après avoir servi, ont été tout simplement abandonnés en route.

En tout cas, écrire aujourd'hui que le syndicalisme doit se transformer dans l'intérêt d'un parti politique est un coup bas de plus, dont, pour notre part, nous ne manquerons pas de nous souvenir.

J. SALAMERO.

(2) Emission d'Antenne 2 animée par Claude Sérillon à laquelle participaient André Bergeron, Krasucki, Simbron, Kaspar, Marchelli.

TENTATIVE D'INTOX AU MONDE LIBERTAIRE...

Le travail d'intoxication à propos de la succession de Bergeron utilise les voies les plus diverses. C'est ainsi qu'on a pu lire dans un numéro récent du *Monde Libertaire* que: «à FO, deux candidats se sont mis sur les rangs et l'enjeu qui entoure ce duel est un secret de polichinel. Entre Blondel, qualifié de «moderniste», et Pitous qui incarne la tradition comme l'aime Bergeron, ce dernier ne fait pas mystère de ses préférences. Même s'il déclare refuser d'user de sa position personnelle pour peser dans le choix de l'organisation, on sait que la bataille fait rage des deux côtés pour barrer la route à l'adversaire. Certains ne se privent pas de mettre dans la balance la propension de Blondel à faire trop bon marché de la tradition d'indépendance à l'égard des partis politiques, et on sait de quel poids pèse ce genre de question à FO.». Ce qui revient à classer purement et simplement Blondel dans le camp des «recompositeurs». Blondel ayant écrit au camarade Legrand, celui-ci lui a fort loyalement répondu que notamment:

«(...) ces opinions que tu qualifieras sans doute de ragots ont été entendus de la bouche de militants rencontrés dans mon secteur d'activité, les PTT, ce qui est précisément le secteur d'origine de ton «concurrent» Claude Pitous. Je n'avais pas imaginé que de faux arguments pouvaient être utilisés pour favoriser un candidat contre un autre...».

A la suite de quoi, *Le Monde Libertaire* a fait état de la correspondance de Blondel en précisant que Blondel:

«se classe plus volontiers parmi les «archéos», répudiant par là même le terme de «moderniste» ».

Rendons hommage à l'objectivité du rédacteur du *Monde Libertaire* et notons en passant que ses sources d'informations (mensongères) proviennent de militants FO des PTT.

Ci-dessous la lettre de Marc Blondel au Monde Libertaire.

Paris, le 29 août 1988,

Le Monde Libertaire 145, rue Amelot 75011 Paris

A l'attention du camarade Legrand,

Camarades,

Dans *Le Monde Libertaire* du 30 juin 1988, n°714 (organe de la Fédération anarchiste), sous la plume du camarade Legrand et sous le titre «Le syndicalisme dans tous ses états», on présente aux lecteurs une analyse de la situation syndicale française.

Analyse dont je partage d'ailleurs les conclusions, mais dont je conteste le descriptif, tout au moins pour le chapitre «Recomposition et successions».

En effet, le camarade Legrand, que je ne pense pas connaître, place l'enjeu de la succession du camarade Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, entre modernistes et traditionnalistes et entre partisans de la recomposition syndicale et la tradition d'indépendance préconisée et appliquée par la confédération.

Sur quelles bases, quelles déclarations, quels écrits, le camarade Legrand me qualifie-t-il de «moderniste», la presse bourgeoise, patronale, et mon comportement m'assimileraient plus facilement à un «archéo», qualificatif qu'il m'arrive de reprendre en déclarant être fier de l'être.

Quant à la recomposition syndicale, personne ne peut prétendre m'avoir entendu défendre cette idée, bien mieux que je l'ai combattue publiquement et en privé. Je suis partisan, quels que soient mes choix politiques personnels, de l'indépendance syndicale que j'ai et que je pratique régulièrement.

Mon syndicat de base se trouve être celui du camarade Joyeux, nous avons pendant de nombreuses années participé aux mêmes réunions de bureau et de commission exécutive, nos propos étaient parfois vifs, nos positions contrastées, les sensibilités, comme on dit maintenant, étaient différentes, mais nous nous retrouvions tous sur l'indépendance du syndicat et sur le fait de considérer celui-ci comme l'instrument privilégié de lutte des travailleurs.

Je n'ai pas changé.

D'ailleurs, je ne crois pas que les militants de la Fédération anarchiste ignorent cette position. Certains ont entendu, lors de la conférence tenue devant le Cercle Fernand Pelloutier le 24 juin 1988, un militant de la FEN expliquer longuement qu'il me considérait comme un des obstacles à la recomposition syndicale.

Dans ces conditions, je suis amené à considérer que le camarade Legrand est insuffisamment averti des positions des militants de Force Ouvrière et qu'il a fait une erreur d'appréciation, ce qui est d'ailleurs excusable.

Ou que ses sources d'informations l'ont volontairement ou involontairement abusé et, dans ces conditions, je considère qu'il a fait l'objet d'une manipulation.

Ou alors, et j'avoue que cela m'affecterait, le camarade Legrand savait que son jugement ou que l'appréciation de «certains» était erronée et que, pour des raisons que j'ignore, de la simple provocation peut-être, il a délibérément menti.

Dans cette hypothèse, il n'ignorait nullement qu'il provoquerait le trouble chez les militants de Force Ouvrière, il serait donc à ranger dans le camp des manipulateurs dignes des traditions stalinienne.

Dans tous les cas, et simplement au nom du respect de vérité - qui seule est «révolutionnaire» - et de la fraternité du mouvement ouvrier, vous demande, camarades, de publier ma lettre, et j'encourage le camarade Legrand à me répondre.

Salutations syndicalistes.

Marc Blondel, secrétaire confédéral,

N.B. J'ai été amené à expédier cette correspondance, après avoir téléphoné à la librairie, demandant à Legrand de me rappeler, sans succès.

UN PRÉTENDU SOCIAL-DÉMOCRATE PEUT CACHER UN VRAI SOCIO-CLÉRICAL...

Depuis quelque temps circule un quatre pages dactylographié au titre apparemment sans ambiguïté «Cercle d'études socialiste» (c'est donc le cercle qui est socialiste, pas forcément les études) daté d'octobre 1988 et portant le numéro 1.

Le centre de ce cercle ne cache pas ses objectifs ambitieux, notamment «favoriser la réflexion et l'action de ceux qui, à Force Ouvrière, sociologiquement majoritaires, n'ont pas droit d'expression et dont l'existence n'est reconnue par aucune instance». Soit. Mais on peut d'emblée se demander d'où sort ce centre qui semble mal connaître le fonctionnement et les statuts de l'organisation syndicale à laquelle le cercle prétend appartenir.

S'agit-il vraiment de revendiquer la reconnaissance officielle d'une tendance PS qui s'exprimerait en tant que telle? Et de nous faire ainsi revenir plus de quatre-vingts ans en arrière, avant la *Charte d'Amiens*. Que voilà alors une provocation bien «passéiste» pour des gens qui affirment avoir les yeux fixés sur la ligne bleu horizon du 1er janvier 1993! Sinon, que veulent-ils dire?

Ce n'est pas ici qu'on reprochera à des militants d'exprimer et de faire connaître publiquement leurs positions. Quelles qu'elles soient. Cela permet de se prononcer sur leur contenu. L'exercice de la démocratie ouvrière implique la liberté d'expression.

Aussi n'est-il pas dans nos intentions de traiter ces camarades par le mépris, ni de leur opposer le fameux mur du silence. D'autant que nous avons l'impression d'être d'accord avec eux sur la nécessaire laïcité de l'école et de l'Etat... qui n'a rien de commun avec la «nouvelle laïcité» concordataire revendiquée par Lustiger et sa bande de malfrats cléricaux. Ils vont même, dans leur analyse de cette question, jusqu'à reconnaître que le projet de loi Savary de 1984 (que nous avons combattu comme il le méritait) proposait de nombreux avantages à l'Eglise. Il semble donc que ce sont des socialistes... critiques.

Nous n'avons non plus rien à reprendre sur leur refus de la mainmise des staliniens sur l'organisation syndicale. Et nous n'avons jamais rêvé «d'exterminer» ni la social-démocratie, ni les sociaux-démocrates. Lorsqu'il nous est arrivé de nous opposer à eux, c'est que nous désapprouvions leur politique. Mais cela se passait hors de l'organisation syndicale, dans la mesure où ils respectaient - comme nous - son indépendance à l'égard des organisations politiques spécifiques.

Nous n'oublions jamais que les sociaux-démocrates - auxquels nous sommes toujours opposés par des divergences sérieuses - appartiennent à l'un des courants historiques du mouvement ouvrier authentique organisé par la 1ère Internationale, comme nous appartenons à un autre de ces courants.

Nous aimerions cependant avoir la certitude d'être bien d'accord avec eux sur l'indépendance de l'organisation syndicale notamment par rapport au patronat, aux gouvernements, aux partis et aux Eglises. Par exemple telle que la décrivait le vrai social-démocrate Léon Blum, d'abord dans un article du *Populaire* du 9 juillet 1939: «Dans notre constitution ouvrière française, la confédération syndicale et le parti politique sont strictement autonomes, entièrement indépendants l'un de l'autre. Ils le sont par principe et doivent le demeurer en fait». Ensuite dans son éditorial du *Populaire* du 7 août 1946: « Le syndicalisme français est autonome par essence, parce qu'il est essentiellement original. Il a son origine spéciale, qui est ancienne.

Il se relie à des traditions particulières, qui sont encore plus anciennes que lui. (...) Chaque fois qu'un parti politique procédant du dehors ou du dedans laissera apparaître son dessein de vider cette autonomie de son contenu pour la transformer en subordination effective, il se heurtera à un réflexe de révolte dans les classes ouvrières».

Nous nous demandons si cela est aussi clair dans leurs têtes que dans les nôtres. En effet, il faut bien constater qu'ils appartiennent à un parti comptant parmi ses responsables éminents - il y en a même au gouvernement - des gens qui, il n'y a pas si longtemps, traitaient la social-démocratie de social-médiocratie... et qui l'ont peut-être effectivement «*exterminées*».

Derrière le discours parfois démagogue, pour ne pas dire parano, de ces camarades, nous notons des incohérences gênantes. Par exemple leur revendication de l'indépendance syndicale semble peu compatible avec leur «*axe de mobilisation... pour assurer le succès des listes socialistes aux élections de juin 1989*». Foutre! Souhaitent-ils vraiment que la CGT-FO prenne position en faveur de certains candidats aux élections politiques? Ne confondraient-ils pas alors la CGT-FO avec la CFDT? Dont une des raisons de la création fut, selon Eugène Descamps, de «*mettre la carte syndicale en accord avec le bulletin de vote*»!

Par exemple aussi cette confiance, peu compréhensible et plutôt masochiste, accordée à Jacques Delors - militant socio-clérical de toujours - dont on se souvient encore qu'il a conçu et mis en place une politique antisyndicale qu'aucun gouvernement n'avait osée depuis celui de Vichy! Il est vrai que ces camarades, qui se disent sociaux-démocrates, paraissent dotés d'une mémoire historique défaillante.

Passons, sans trop y insister, sur leur référence malencontreuse à Georges Lefranc qui, entre 1940 et 1944, a lamentablement pataugé dans le pétainisme et s'est embourbé dans le soutien à la *Charte du Travail*. Notons surtout le pendant hégémonique avec lequel il réécrivent l'histoire de la CGT-FO et de ses origines.

A les en croire, ce seraient principalement des socialistes qui - en tant que membres du *Parti socialiste* de l'époque (la SFIO, bien différente du PS curé d'aujourd'hui) - auraient affronté le PCF pour provoquer la scission. De quoi réjouir tous ceux qui prétendent y voir la main et les dollars de la CIA!

Il nous semblait pourtant que la scission avait surtout eu des raisons liées au développement de la lutte des classes et que la CGT perdait des militants et des adhérents par dizaines de milliers dès 1946. Que les postiers en grève en juillet-août 1946 avaient eu à s'opposer à un gouvernement MRP-SFIO-PCF et que la position progouvernementale de la fédération postale CGT avait conduit à la scission dans cette branche dès l'année 1946. Puis que la scission générale avait été l'aboutissement de l'action de tous les courants antistalinien et pas seulement des socialistes. Enfin que des socialistes sont demeurés à la CGT et qu'il y en a toujours, dont certains ouvertement en otages au bureau confédéral.

Nous observons en outre que ce cercle et son centre ne sont pas très bavards sur ce qu'il est convenu d'appeler «*recomposition syndicale*», alors que le sujet est particulièrement d'actualité et qu'il va prendre une importance non négligeable dans la désignation du prochain secrétaire général de la CGT-FO. Leur volonté de se rapprocher de la FEN - ce fossile du syndicalisme français - nous conduit même à penser que la recomposition... ils seraient peut-être pour. Impression malheureusement confortée par leur sympathie, sur laquelle il faut revenir, - envers Jacques Delors, issu de la CFDT et de l'action catholique (fraction *Vie Nouvelle*), et qui œuvre à son niveau pour une super-recomposition européenne, pour l'Europe vaticane.

Toutes ces ambiguïtés doivent être levées rapidement. Pas aux calendes grecques.

Si l'expérience montre que ce cercle et son centre sont composés de vrais camarades réformistes sociaux-démocrates - dont la culture politique demande seulement à être perfectionnée - nous saurons conforter avec eux les compromis nécessaires au maintien et à la défense du bon cap d'un syndicalisme authentique, indépendant au sens de la *Charte d'Amiens*. Si, au contraire, il s'avère qu'il s'agit surtout de «*néo-socialistes*» ou, plus précisément, de réformateurs pieux et recomposeurs qui avancent masqués sous des oripeaux faussement sociaux-démocrates, nous saurons les démasquer comme socio-cléricaux et les combattre sans faiblesse.

Marc PRÉVÔTEL.

CHANSONS ANARCHISTES...

En ces veilles de fêtes où tout le monde chante n'importe quoi, il était judicieux de ressortir l'historique des chansons que les lecteurs de *L'Anarcho-syndicaliste* pourront reprendre, si le cœur leur dit de se regrouper (par affinité uniquement).

Internationale noire:

1882, c'est l'année de la première bombe française, celle que lança à Lyon, dans le cabaret *l'Assommoir*, un jeune rédacteur du «*Droit Social*», Antoine Cyvoct. C'est le début de la *Terreur Noire*. L'arme des terroristes, c'est la dynamite qu'exalte cette chanson écrite par Martenot. Elle avait été envoyée le 14 novembre 1893 au gérant de *l'Insurgé* à Lyon. Elle ne fut jamais publiée. Elle l'a été récemment dans «*Documents anarchistes*».

Dynamite:

Louise Michel, est arrêtée pour avoir, au cours d'une manifestation place Maubert, pillé une boulangerie. Jugée en 1883. Louise reconnaît les faits: elle menait les manifestants et elle portait un drapeau noir. «*Oui, le drapeau noir, l'étendard de la détresse et de la révolte, et non, dit-elle, le drapeau rouge qui est resté cloué dans les cimetières où pourrissent les Communards morts jusqu'au jour où nous serons assez forts pour l'aller chercher*». Louise est condamnée à 6 ans de prison. Pouget, le futur rédacteur du *Père Peinard*, à 8 ans.

Ils n'en sortiront que lors de l'Amnistie de 1886. L'agitation anarchiste grandit et avec elle la répression. Tribun de l'Anarchie, et séminariste détroqué, Sébastien Faure, le fondateur du *Libertaire*, chante et fait chanter «*La Révolte*».

La Ravachole:

Le 9 décembre 1893, Vaillant lance une bombe en pleine séance de la Chambre des députés. Bien qu'il n'y ait eu aucun mort et que le blessé le plus gravement atteint, l'abbé Lemire, ait demandé la grâce de Vaillant, celui-ci est guillotiné le 5 février 1894. Il monte à l'échafaud en criant «*Vive l'Anarchie*». Sur sa tombe on déposa une palme sur laquelle étaient écrits ces vers:

*Puisqu'ils ont fait boire à la terre
A l'heure du soleil naissant
Rosée auguste et salubre
Les saintes gouttes de ton sang.
Sous la feuille de cette palme
Que t'offre le droit outragé
Tu peux dormir d'un sommeil calme
O martyr, tu seras vengé.*

Pouget, lui, fulmine dans *Le Père Peinard* contre les bourgeois et félicite Lehautier d'avoir tué le ministre de Serbie Georgevitch «*parce qu'il était décoré*». Au tarif actuel de la *17ème Chambre correctionnelle*, Pouget aurait été condamné au bagne. Sept jours après l'exécution de Vaillant, une bombe éclate au *Terminus*. Le terroriste est un ancien élève de Polytechnique, fils d'un communard exilé. Après avoir revendiqué l'attentat contre le siège des mines de Carmaux, Henry lit devant les Assises une déclaration écrite.

«*Dans cette guerre sans pitié que nous avons déclarée à la bourgeoisie, nous ne demandons aucune pitié. Nous donnons la mort, nous savons la subir. Ainsi c'est avec indifférence que j'attends votre verdict, je sais que ma tête n'est pas la dernière que vous couperez, d'autres tomberont encore. Mais ce que vous ne pourrez jamais détruire c'est l'Anarchie car elle est née au sein d'une société pourrie qui se disloque*».

Charles d'Avray, chansonnier libertaire et polygraphe met en chanson le programme des Anars.

Le Triomphe de l'Anarchie:

Henry mourra sur l'échafaud mais il sera vengé. Un mois plus tard, à Lyon, le président Sadi Carnot est assassiné d'un coup de poignard par un anarchiste italien, Sante Caserio. Face à la guillotine, il crie: «*Corragio camerati! Evviva l'Anarchia!*».

Sante Caserio:

Cette complainte est due à Pietro Gori, une des figures les plus populaires de l'anarchisme italien. Né à Messine en 1869, il fut souvent exilé et emprisonné. Auteur de nombreuses chansons, il fut arrêté après l'attentat de Caserio.

*Travailleurs, ce chant s'adresse à vous
Ce chant a l'amertume des larmes
Il évoque un homme jeune et vigoureux
Par amour pour vous, il défia la mort
A toi Caserio
Ton œil étincelle des vengeances humaines
Et à la plèbe qui travaille et gémit
Tu donnas tout ton amour et tous tes espoirs.
Tu vins à la splendeur de la vie
Et tu ne trouvas que la nuit infinie
La nuit des douleurs et de la faim
Qui pèse sur l'humanité.
Tu te levais vengeur dans un geste de douleur
Digne d'une souffrance altière
Tu te jetas, toi si bon et si doux
Pour réveiller les âmes esclaves et avilies.
Les puissants tremblèrent devant ton geste fier
Et ils tendirent de nouveaux pièges à la pensée
Le peuple à qui tu donnas ton âme ne te comprit pas
Et pourtant toi tu ne te soumis pas.
Tes vingt ans, dans une matinée de deuil
Du haut de la guillotine tu les jetas au monde
Au monde, avec ta belle âme généreuse
Et criant bien haut «vive l'anarchie».*

La Chambre des députés vote les lois contre les menées anarchistes dites «lois scélérates». Les attentats vont cesser et l'anarchisme se réfugie dans les milieux intellectuels où l'anticléricisme et l'antimilitarisme sont de bon ton. *L'Affaire* laisse les anarchistes indifférents. Gustave Hervé, le directeur de *La Guerre Sociale*, préfère rompre des lances pour Liabeuf, le bouif tueur de flics dont l'exécution devait provoquer des manifestations monstres. Quelques années plus tôt, en 1907, les soldats du 17^{ème} chargés de réprimer les grèves de vigneron, avaient mis la crosse en l'air. On leur avait promis l'impunité. Pourtant, les mutins furent déportés en Afrique du Nord, terre d'élection des insoumis.

A Biribi:

L'Anarchie n'a pourtant pas fini de faire parler d'elle. La sanglante aventure des «*Bandits en auto*» va défrayer la chronique. La police est mise en échec jusqu'au siège final. La *Bande à Bonnot*, en effet, ne sera réduite que par la troupe. Paul Paillette, chansonnier anarchiste, écrit ironiquement aux ouvriers:

*C'est la bande à Bonnot
Caltez mes boulots
Le syndicalisme
Dans la lutte est l'ami
Mais, vainqueurs, l'ennemi !*

*Allez! Tournez vos culs
Pas de jésuitisme
Caltez! Les cocus
Ou craignez les pruneaux
De la bande à Bonnot.*

Le dernier illégaliste à mourir sur l'échafaud fut Mécislas Charrier, mais déjà la guerre arrivait. Les marins qui avaient connu la révolte de la Mer Noire au contact des marins anarchistes de Crimée chantaient.

Les Fayots:

Le champ d'action de l'anarchie n'a pas été limité à la France, cependant, elle ne s'est développée que dans quelques pays. Citons dans la patrie de Bakounine, les marins de Cronstadt et les Gardes Noirs qui furent exterminés en 1918 par Trotsky, et Nestor Mahkno, le «*chef*» anarchiste ukrainien, qui permit à ses ennemis bolchevicks de battre le général Denikine. Citons aussi Lampiao et ses *cangaceiros* au Brésil, les

anarchistes de Toscane d'où venaient Caserio et les anarchistes américains Sacco et Vanzetti dont l'exécution déclencha une formidable vague d'émeutes.

Retenons aussi à l'étranger, l'Espagne qui fut la patrie du plus grand mouvement anarchiste populaire. L'anarcho-syndicalisme espagnol, héritier des *Desheredados* et de la *Mano Negra*, avait connu sa période terroriste aux environs de 1893. La centrale CNT comptait maintenant 1 million et demi de membres et la FAI, organisation secrète, plus de 30.000 hommes. Ils étaient dirigés par Oliver, Durruti et Ascaso. Dès 1936 ils réussirent à s'emparer de la Catalogne.

Les communistes finirent par les exterminer après avoir assassiné Berneri et peut-être Durruti. Ce chant de la FAI est interprété pendant la guerre d'Espagne par la chorale de CNT.

Hijos del pueblo

La guerre d'Espagne s'éteint à peine qu'un conflit général menace d'éclater. Une poignée de pacifistes essaie en vain de s'y opposer. Son animateur est Louis Lecoq, le dernier des grands anars. Sa vie entière a été consacrée à l'Anarchie. Une grande partie de ses jours s'est écoulée en prison où l'a conduit son action pacifiste et antimilitariste avant et pendant la guerre de 1914. Il a suscité les campagnes en faveur des anarchistes espagnols en 1926 et de Sacco et Vanzetti en 1927. Et, au crépuscule de sa vie, à l'âge de 74 ans, il ira jusqu'au bord des rivages de la mort en faisant pendant 2 jours la grève de la faim.

Cette action aboutira au vote d'un statut des objecteurs de conscience. Au-delà du combat contre la guerre, son espérance demeure intacte en l'arrivée des «*Heureux Temps*» d'Anarchie que chanta Paul Paillette sur la musique du «*Temps de Cerises*».

Heureux Temps

Dans la même période, l'anarchie teinte les poèmes de Desnos ou de Prévert, la prose de Céline, ainsi que les chansons de Brassens, de Boris Vian ou de Ferré. Il n'est pas jusqu'au mouvement poujadiste ou à la révolte de l'OAS qui ne soient soit aussi marqués d'une irrésistible méfiance à l'égard d'un Etat qui tend par nature, comme l'a écrit Bertrand de Jouvenel à devenir chaque jour plus totalitaire et tyrannique.

Mai 1968, dans les rues du Quartier Latin et dans les grandes villes, c'est le printemps de l'Anarchie, l'explosion de la contestation étendant sa contagion à l'ensemble du pays. Mêlé aux drapeaux rouges des trotskystes, les drapeaux noirs défilent dans les rues, les slogans anarchistes fleurissent sur les murs et les trottoirs, témoignant s'il en était besoin du caractère fatal et irrépressible de *l'Utopie*, tandis qu'au-dessus des barricades en feu volent, comme en 1848, les pavés de Paris.

«L'Anarcho-syndicaliste»

26 rue des Landes 44000 NANTES

CPAPP 63485

Organe de l'Union des anarcho-syndicalistes

Abonnement pour 10 numéros: 60fr.

Abonnement de soutien: 150fr.

A verser au CCP Christian Joyeux-Bouillon n° 440 7 799 19 L

25 bis, rue Victor Hugo 69100 Villeurbanne

Imprimerie spéciale de l'*Anarcho-syndicaliste*

Secrétaire de rédaction: Joël BONNEMAISON

Directeur de la publication: A. HEBERT
